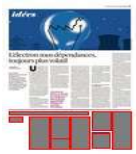
Les Echos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

COUNTRY:France
PAGE(S) :12
SURFACE :17 %
FREQUENCY :Daily

SECTION :Actualités
CIRCULATION :129052
AVE :10,23 K€
AUTHOR :Tobias Koepf

► 12 November 2026 - N°24838
Page Source





Le RN, l'AfD et les relations franco-allemandes

LE
POINT DE VUE
de **Tobias Koepf, Martin Koopmann**

Jamais depuis la Seconde Guerre mondiale, les partis d'extrême droite français et allemand n'ont été aussi proches du pouvoir : en France, Marine Le Pen aborde l'élection présidentielle de 2027 en favorite. En Allemagne, l'Alternative für Deutschland (AfD), en tête des sondages nationaux, pourrait faire accéder cette année un ministre-président à la tête du Land de Saxe-Anhalt.

Le Rassemblement national (RN) et l'AfD défendent des positions souverainistes et anti-européennes. Leur regard sur le pays voisin est empreint de méfiance. Le risque est de voir les relations franco-allemandes passer d'une logique de coopération à une logique de confrontation, avec des conséquences imprévisibles pour le projet d'intégration européenne.

Depuis le traité de l'Elysée de 1963, la coopération n'a certes jamais été exempte de conflits. Elle a néanmoins reposé sur une conviction partagée : chacun ne peut défendre ses intérêts qu'avec son partenaire, jamais contre lui. Paris et Berlin sont ainsi souvent parvenus à élaborer des compromis susceptibles de rallier une majorité de leurs partenaires européens.

L'érosion des fondements bilatéraux

Les relations franco-allemandes s'appuient sur un vaste réseau institutionnel et sociétal. Les gouvernements se coordonnent au sein du Conseil des ministres franco-allemand ; des fonctionnaires travaillent dans les administrations du pays voisin ; les parlementaires siègent au sein de l'Assemblée parlementaire franco-allemande. La société civile est soutenue par l'Office franco-allemand pour la jeunesse et le Fonds citoyen franco-allemand. S'y ajoutent les cursus universitaires binationaux et la chaîne bilingue ARTE.

Le RN et l'AfD ont plusieurs fois critiqué les traités de l'Elysée (1963) et d'Aix-la-Chapelle (2019), notamment en raison du coût des institutions. En cas de victoire, ce réseau serait exposé aux politiques nationalistes annoncées. Le retrait de l'un des deux pays, qui financent ces structures à parts égales, les mettrait en difficulté. Une ingérence dans leurs orientations et leurs contenus est également à craindre. Les Conseils des ministres, l'Assemblée parlementaire franco-allemande et les échanges de fonctionnaires pourraient perdre une grande partie de leur importance. Le capital de confiance patiemment constitué au fil des décennies serait ainsi menacé.

Sans le moteur franco-allemand, ni le marché intérieur, ni le traité de Maastricht, ni l'Union économique et monétaire n'auraient vu le jour. Sa remise en cause compromettrait durablement le rôle moteur des deux pays en Europe. Certes, le RN et l'AfD ont récemment modéré leur discours et ne prônent plus, notamment, une sortie de l'Union. Leurs positions fondamentales restent toutefois incompatibles avec les valeurs de celle-ci. A l'idée d'une « Europe souveraine », ils opposent celle d'une « Europe des nations souveraines », excluant toute nouvelle étape d'intégration. Leurs positions favorables à la Russie contredisent les principes de paix et de démocratie du projet européen. L'élargissement serait paralysé, tout comme les initiatives communes en matière d'énergie, de climat ou d'immigration. La gestion de l'importante dette publique française recèlerait, en outre, un considérable potentiel d'escalade. Une participation du RN ou de l'AfD au gouvernement ferait s'éroder les fondements de l'amitié franco-allemande et marquerait en même temps le début de la fin définitive de l'Europe de Monnet – à un moment où l'Europe a plus que jamais besoin de cohésion.

La cohésion est également au cœur de l'action de la société civile, qui constitue déjà aujourd'hui la colonne vertébrale des relations franco-allemandes. Si les nombreux jumelages de villes, les initiatives culturelles et les projets destinés à la jeunesse, mais aussi les acteurs de la coopération scientifique, parviennent à préserver leur haut niveau de créativité et à trouver, le cas échéant, de nouvelles sources de financement, ils pourraient constituer un contrepoids au refus de coopérer. Si le RN ou l'AfD parvenait effectivement à franchir l'ultime étape vers le pouvoir, leur rôle deviendrait plus déterminant que jamais.

Tobias Koepf est directeur de projet à la fondation Genshagen, axée sur le renforcement des relations du Triangle de Weimar (France-Allemagne-Pologne). **Martin Koopmann** est directeur de la fondation Genshagen.

Le capital de confiance patiemment constitué au fil des décennies serait menacé.

All rights reserved